Le coup d'Etat de mai 2001 au Centrafrique: un événement presque ignoré

Laurence Porgès *

Afrique ontemporaine Nº 200 1e trimestre 2001

Le coup d'Etat

de mai 2001 au Centrafrique

34

La tentative de coup d'Etat qui a eu lieu à Banqui dans la nuit du 27 au 28 mai 2001 est apparue comme un événement mineur dans un contexte africain fertile en rebondissements politiques de toutes sortes. Il faut dire que la République centrafricaine (RCA) ne possède pas les atouts politiques. économiques et stratégiques qui en feraient un pays incontournable au sein du continent noir.

Situé au cœur de l'Afrique centrale, ce pays a des frontières communes avec le Tchad, le Soudan, la République démocratique du Congo, le Congo-Brazzaville et le Cameroun. Son histoire a été mouvementée depuis son accession à l'indépendance en 1960, coups d'Etat, graves mutineries de l'armée (avril 1996-juin 1997), grèves à répétition. Son économie était au bord de la faillite en mai 2001 avec un PNB de 300 dollars par habitant et une dette extérieure de 921 millions de dollars (Banque mondiale, 1998). Une grève de plus de 17 000 fonctionnaires (depuis novembre 2000), provoquée par le non-paiement des salaires depuis de longs mois (12 à 30 mois selon les catégories), a créé un malaise profond dans le pays. Malgré une certaine stabilité politique marquée par la réélection du président Ange-Félix Patassé en 1999, la nomination d'un nouveau Premier ministre modéré. Martin Ziguélé, le 1er avril 2001, la réforme en profondeur des Forces armées centrafricaines (FACA) et l'amélioration prévisible des conditions économiques due au décaissement par le Fonds monétaire international de 10 millions de dollars, le climat était lourd quand le putsch d'une minorité au sein de l'armée est survenu.

L'information diffusée par la presse n'a donné qu'une vue très partielle de ce qui s'est réellement passé au Centrafrique. Très peu d'articles de quotidiens ou d'hebdomadaires ont parlé du sujet. Pour ne citer que Le Monde qui couvre l'actualité au jour le jour, ce journal n'a repris, en tout, que cinq dépêches de l'Agence France-Presse (AFP) et fait paraître deux articles de Stephen Smith, dont un de fond très informatif, le 9 juin 2001.

Il est donc intéressant de se pencher sur les dépêches quotidiennes de l'AFP pendant la période allant de la fin mai à mi-juillet. Ses communiqués rendent compte, au jour le jour, des informations brutes et parfois contradictoires dont elle dispose sur les événements en cours sans qu'il soit question de les interpréter sur le fond. C'est de l'histoire à chaud dont les spécialistes peuvent tirer parti.

L'AFP, comme en général les agences de presse et les journalistes dans des circonstances identiques, ont eu du mal à cerner l'information. En effet, pendant cette période, la confusion régnait à Bangui et dans le pays. A ce jour, on se pose encore des questions qui ne seront sans doute jamais élucidées : nombre exact de morts et de blessés, lieu de fuite du général Kolingba, etc.

Dans le cadre de l'analyse de ces dépêches présentée ici, l'ensemble des événements n'est pas couvert. Quelques thèmes ont été sélectionnés en fonction de l'intérêt qu'ils apportent en matière d'information par rapport à ce qui a été négligé par les médias. Il s'agit du rôle attribué au général Kolingba, de l'aide de troupes étrangères, de la chasse aux Yakoma, des réfugiés, des morts et des blessés, des pillages et des destructions, de l'implication au cours des événements des pays étrangers, dont la France, l'Union européenne et les Nations unies.

Le mystère André Kolingba, le rôle supposé du général

Le véritable rôle joué par le général Kolingba, ancien président de RCA de 1981 à 1993 et président-fondateur du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC, opposition), reste mystérieux. Il est accusé de mille maux : tentative de coup d'Etat, encouragements aux rebelles, détention d'armes, etc. Il est menacé par les autorités centrafrieaines, dégradé, sa tête est mise à prix, mais en même temps personne ne sait où il se trouve et ce qu'il fait. Finalement, sa tête n'est plus mise à prix, un mois après les événements sans aucune justification à cette mesure de clémence.

Le 30 mai, le président Ange-Félix Patassé accuse le général André Kolingba d'être l'auteur de la tentative de putsch qui reconnaît, lui-même, un certain engagement dans ces circonstances :

« Le général Kolingba [...] a confirmé une partie des accusations qui pèsent contre lui en révélant dans un entretien à Radio France Internationale (RFI) avoir été "approché par les mutins". Selon M. Kolingba, ces derniers lui auraient demandé de "prendre la direction de l'opération [...] pour ramener l'unité nationale, la paix et assurer la transition".

L'ancien président a également appelé les forces loyalistes à "arrêter les tirs" et "à déposer les armes" et demandé "l'appui de la France pour sécuriser le pays". "Ce n'est pas un coup d'Etat mais une intervention salutaire que me demandent les mutins" a-t-il ajouté, tout en exigeant la "démission" de M. Patassé. » (AFP Afrique - Bulletin quotidien d'Afrique, Agence France-Presse, 31 mai 2001.)

Le 31 mai, A. Kolingba appelle les putschistes retranchés dans les quartiers sud-ouest et le camp-Kasaï à déposer les armes :

« "J'ai accepté de faire cesser les hostilités ce soir", a déclaré l'ancien chef de l'Etat centrafricain (1981-1993) dans une intervention diffusée sur les ondes de Radio France Internationale (RFI) qu'il avait lui-même appelé, affirmant s'exprimer depuis Bangui.

"Je demande aux mutins de regagner leurs résidences respectives", a ajouté le général, désigné mardi soir par le régime comme l'organisateur du putsch qu'il a lui-même qualifié le lendemain d'"intervention salutaire". » (AFP Afrique, 1er juin 2001.)

Le 1er juin, A. Kolingba et cinq militaires de haut grade sont frappés d'accusations :

« Le général André Kolingba [...] fait l'objet de sept chefs d'accusation dont "tentative de coup d'Etat" et "assassinat", dans un décret du président Ange-Félix Patassé, dont l'AFP a obtenu copie vendredi [1er juin].

Ce décret signé jeudi stipule que le général Kolingba et cinq officiers supérieurs sont rétrogradés au rang de soldats de 2º classe pour "tentative de coup d'Etat dans la nuit du 27 au

Afrique contempor: N: 200 4º trimestre 2

Dossier sécur et conflits

Délégation aux relations internationales. IRD

rique raine l° 200 2001 d'Etat

i 2001 afrique 28 mai 2001 à Bangui, assassinat et complicité d'assassinat, coups et blessures volontaires et complicité de coups et blessures volontaires".

Les autres "motifs" sont : "destruction volontaire des édifices publics et privés, vol à main armée, association de malfaiteurs, évasion et complicité d'évasion". " (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 3 juin:

« "La résidence du général Kolingba, située à cet endroit [Ouango], est tombée aux mains des FACA", a indiqué la présidence.

L'ancien chef de l'Etat, qui avait déjà fui, est "toujours recherché avec ses complices, des généraux hutus rwandais, pour être jugé de ses actes", a souligné la présidence.

Il aurait trouvé refuge dans sa ferme familiale de Mboko (20 km à l'est de Bangui), selon une rumeur persistante à Bangui. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 4 Juin, la tête d'André Kolingba est mise à prix. On découvre à son domicile une importante quantité d'armes de guerre et de munitions :

- « "Le président Ange-Félix Patassé met à prix la tête de Kolingba" et promet une "récompense de 25 millions de francs CFA (38 000 dollars) à quiconque pourrait le ramener mort ou vivant", a indiqué le porte-parole de la présidence Prosper Ndouba.
- [...] L'annonce de la découverte à son domicile d'une "importante quantité d'armes de guerre et de munitions" après sa fuite de Bangui le 2 juin a probablement renforcé la colère de M. Patassé contre son prédécesseur à la tête du pays. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 7 juin:

« Le ministre français [Charles Josselin] a indiqué qu'il ignorait "où se trouve le général André Kolingba et certainement pas à l'ambassade de France". » (AFP Afrique, 8 juin 2001.)

Le 9 juin:

- « Aucune nouvelle sur le sort de ce dernier [...] mais des militaires ont indiqué à l'AFP sous couvert de l'anonymat que l'homme dont la tête a été mise à prix par le régime avait réussi à franchir le fleuve Oubangui pour se réfugier en République démocratique du Congo (RDC) volsines » (AFP Afrique, 11 juin 2001.)
- Le 18 juin, les rumeurs concernant les refuges possibles de l'ancien président continuent à circuler (ferme de Kembé, Gbadolite en RDC, région de Bangui...), mais :
- « Trois semaines après le putsch avorté du 28 mai en République centrafricaine (RCA), on est toujours sans nouvelles de l'homme du coup de force, l'ancien président André Kolingba, dont la tête a été mise à prix par le régime d'Ange-Félix Patassé. » (AFP Afrique, 19 juin 2001.)
- Le 30 juin, la tête d'André Kolingba n'est plus mise à prix, sclon Amadou Toumani Touré :
- « "Le président lève par notre intervention cette mise à prix" a indiqué à la presse M. Toumani Touré à l'issue d'une rencontre avec le chef de l'Etat centrafricain.
- "C'est un geste extrêmement important" a estimé l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, ajoutant que "les poursuites judiciaires qui visent l'auteur présumé du coup d'Etat manqué du 28 mai allaient suivre leur cours". » (AFP Afrique, 2 juillet 2001.)

Le soutien des rebelles de la RDC et de la Libye au président Patassé

Pour faire face aux suites de la tentative de putsch, le président Patassé fait appel aux rebelles de Jean-Pierre Bemba (Front de libération du Congo, FLC) et aux Libyens. Le rôle exact de ces troupes, très limitées en effectifs et en durée, n'est pas précisé par l'AFP. Le président Patassé justifiera cette aide, même si le pillage de quartiers de

Bangui est le fait des troupes congolaises (voir *infra*). Le **8 juin**, il remerciera officiellement le maréchal Kadhafi et Jean-Pierre Bemba pour leur « aide à rétablir l'ordre constitutionnel dans notre pays. » (AFP Afrique, 11 juin 2001.)

Les rebelles de Jean-Pierre Bemba

- Le 29 mai, des rumeurs concernant « la participation de mercenaires venus de la RDC voisine » (AFP Afrique, 30 mai 2001) courent à Bangui. Le 31 mai, le soutien de soldats du rebelle congolais Jean-Pierre Bemba du Front de libération du Congo (FLC), qui contrôle la province de l'Equatcur frontalière avec la RCA, est confirmé. Ces soldats, dont le nombre est estimé de 300 à 700, commencent à regagner leurs bases en RDC le 7 juin.
- « Entre 150 et 200 éléments du Front de libération du Congo (FLC), se sont positionnés sur les rives du fleuve Oubangui, à proximité de l'ambassade France (sud-est), afin de prévenir toute éventuelle fuite des rebelles à travers le fleuve vers l'ex-Zaïre. » (AFP Afrique, 1er juin 2001.)
- « Les FACA auraient reçu le soutien dans cette besogne [ratissage de la ville par les FACA, le 2 juin], selon des sources militaires ayant requis l'anonymat, de rebelles congolais du Front de libération du Congo (FLC) de Jean-Pierre Bemba.
- [...] Selon des témoins interrogés par l'AFP, les FACA seraient appuyées dans cette nouvelle offensive [le 4 juin, dans les quartiers de Pétévo, Bruxelles, Fatima, Bimbo et Cita 2] par des rebelles du Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba, venus en voisins prêter main-forte au président Patassé. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)
- " Les forces armées centrafricaines (FACA), appuyées par des rebelles congolais de Jean-Pierre Bemba, tentaient toujours de déloger la centaine de mutins – selon les chiffres de la présidence – qui refusaient encore de se rendre. " (AFP Afrique, 6 juin 2001.)
- " Même les hommes du FLC, qui avaient traversé le fleuve Oubangui aux premières heures de la tentative de coup d'Etat manqué pour prêter main-forte aux forces loyalistes, ont commencé à regagner jeudi [7juin] leurs bases, en République démocratique du Congo (RDC) [...].
- "Notre mission à présent est terminée. Ordre a été donné aux troupes de rentrer sur notre territoire" a expliqué le chef de guerre congolais Jean-Pierre Bemba ». (AFP Afrique, 8 juin 2001.)

Le 11 Juin, les rebelles congolais n'étaient cependant pas tous partis :

" Au bord de la berge [du fleuve Oubangui], on pouvait encore voir en milieu de matinée, un petit groupe de très jeunes hommes en uniformes dépareillés, dont un gamin d'à peine 13 ans, haut comme sa kalachnikov, une casquette de type soviétique trop large sur la tête. Ils font partie des derniers éléments du rebelle congolais Jean-Pierre Bemba venus prêter main-forte pour sauver le régime du président Patassé. Une heure plus tard, ils avaient disparu. " (AFP Afrique, 12 juin 2001.)

Les Libyens

Dès le 30 mai, des soldats libyens commencent à arriver à l'aéroport international de M'Poko:

« Seul fait notable : l'arrivée de soldats libyens qui ont été aperçus à l'aéroport international de M'Poko où deux Tupolev ont atterri dans la matinée avec à leur bord des véhicules blindés légers.

Ces soldats, selon l'entourage du président Patassé, doivent assurer la sécurité du chef de l'Etat. [...] » (AFP Afrique, 31 mai 2001.)

Afrique contemporaine N° 200

4º trimestre 2001

Dossier sécurité et conflits

- « La Libye a acheminé depuis mercredi à Bangui trois avions-cargos Tupolev chargés d'une petite centaine d'hommes et d'hélicoptères militaires en phase d'assemblage à l'aéroport international de M'Poko. » (AFP Afrique, 1° juin 2001.)
- « Les autorités centrafricaines ont par ailleurs reconnu dimanche [3 juin] pour la première fois que des troupes libyennes se trouvaient sur son territoire pour l'aider à faire « face aux graves menaces » liées au putsch manqué.

Le rôle de ces soldats est d'assurer la protection du président Patassé, soutient l'entourage du chef de l'Etat, même si des sources militaires ont affirmé que les Libyens ont amené avec eux du matériel de transmission et des hélicoptères. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 5 juin, les autorités centrafricaines justifient la présence des Libyens dans le pays :

« Concernant des soldats libyens, qui ont été vus dans la capitale circulant à bord de pick-up armés acheminés au Centrafrique dans plusieurs avions militaires, les autorités ont enfin rappelé que "les troupes libyennes séjournent à Bangui à la demande de l'Etat centrafricain". "Cette demande s'est faite conformément aux accords d'assistance mutuelle qui unissent des Etats dans le cadre de la Communauté des Etats sahélo-sahariens" a précisé le gouvernement de Martin Ziguélé. » (AFP Afrique, 6 juin 2001.)

Le 17 juin, le président Patassé réaffirme que c'était à sa demande que le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi avait envoyé une petite troupe pour le protéger, de plus :

« Interrogé sur la durée de la présence des effectifs libyens à Bangui – au maximum une centaine d'hommes –, il a déclaré : "c'est une question de souveraineté nationale, cela ne vous regarde pas." » (AFP Afrique, 18 juin 2001.)

La « chasse » aux Yakoma

- Après leur tentative de putsch, les insurgés se sont réfugiés dans les quartiers sud de la capitale où leurs partisans sont localisés. Ils sont alors poursuivis par les FACA et les troupes de J.-P. Bemba. Le « nettoyage » des quartiers concernés ne manque pas de provoquer des morts et des blessés chez les insurgés mais aussi parmi la population "locale. L'ethnie du général A. Kolingbà, celle des Yakoma, est particulièrement touchée. Les autorités ne maîtrisent pas la situation puisque malgré les démentis officiels, les tueries continuent. Ces crimes provoquent la peur dans la population avec pour conséquence un exode massif et un retour très lent des réfugiés qui ont fui ces quartiers.
 - « La présidence centrafricaine a "condamné" vendredi soir [1er juin] les exactions commises à l'encontre de civils par les Forces armées centrafricaines (FACA) lors de la recherche des auteurs du putsch manqué de lundi.
 - "Il y a eu des dérapages, des dérives, lors des opérations dans certains quartiers de Bangui; nous les condamnons de la manière la plus ferme qu'il soit", a affirmé le porte-parole de la présidence Prosper Ndouba, joint au téléphone par l'AFP depuis Libreville. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 5 juin, le gouvernement dément un nettoyage ethnique contre les Yakoma :

- « Le gouvernement centrafricain affirme que "seuls les auteurs du coup d'Etat (du 28 mai) et leurs complices sont recherchés" tout en démentant à nouveau toute "opération de nettoyage ethnique" dans la capitale.
- [...] Il en profite pour "dénoncer avec vigueur la version erronée que les médias étrangers donnent sur la situation qui prévaut à Bangui depuis le début de la tentative de coup d'Etat". [...] "Le battage médiatique autour de la notion de génocide, inconnue des Centrafricains, procède d'une manœuvre subliminale", destinée à distiller insidieusement "cette notion dans

notre inconscient collectif aux fins de nous pousser à commettre cet acte", explique le ministre [des Affaires étrangères, Agba Otikpo Mezode]. » (AFP Afrique, 6 juin 2001.)

Le 12 juin, l'angoisse renaît parmi la population, surtout chez les Yakoma (5 à 7 % de la population) qui hésitent à se déplacer :

- ""Les Yakomas (membres de l'ethnie de l'ex-général André Kolingba, chef présumé des putschistes) ont peur. Ils sont revenus dans les quartiers, mais n'osent pas passer les barrages militaires vers le centre-ville", affirme un client du bar [dans le quartier de Pétévo] qui précise: "On les reconnaît à leur lieu de naissance ou à leurs noms qui comment par 'K', 'Y', ou 'G'". Selon des témoignages anonymes, les Yakomas seraient encore victimes d'exactions. Plusieurs auraient été tués lundi au centre-ville, dont un colonel loyaliste du nom de Konzi. "(AFP Afrique, 13 juin 2001.)
- « Le Premier ministre centrafricain Martin Ziguélé a tenu mercredi à rassurer la communauté internationale en affirmant qu'il n'y avait "pas de guerre tribale" dans son pays.
- [...] "La RCA vient de traverser une crise majeure due à une tentative de prise de pouvoir par la force. Je tiens à réaffirmer qu'il ne s'agit pas d'une guerre tribale mais bien d'un coup d'Etat" organisé "par le soldat Kolingba", a-t-il assuré. » (AFP Afrique, 14 juin 2001.)

Le 15 juin, les exécutions de Yakoma continuent, malgré les déclarations du chef de l'Etat :

- « Les exécutions sommaires se poursuivent à un rythme quotidien dans la capitale centrafricaine Banqui, semant la terreur au sein de l'ethnie yakoma. [...]
- [...] Une semaine après l'arrêt des combats entre putschistes et forces loyalistes, on signale chaque jour à Bangui un ou plusieurs assassinats, relatés dans des versions divergentes par la rumeur des quartiers, sans qu'on puisse parler d'épuration ethnique.

Aux agressions mortelles dont sont victimes des Yakomas pour leur participation réelle ou supposée au putsch, s'ajoutent des règlements de comptes personnels.

- [...] Dans ce contexte, les membres de l'ethnie minoritaire yakoma hésitent à se déplacer en ville et à reprendre le travail, se sachant reconnaissables à leur patronyme ou lieux de naissance lors des contrôles militaires d'identité.
- "C'est inádmissible ce qui se passe et je puis vous assurer qu'aucun ordre n'est venu d'en haut pour encourager ces actes", commente un proche du chef de l'Etat Ange-Félix Patassé. "Mardi, le président Patassé a passé un savon aux responsables militaires pour que cela cesse. Mais il règne une certaine loi du talion au sein de l'armée qui révèle le degré de haine issu des mutineries de 1996-1997. L'abcès n'a jamais été totalement crevé", ajoute-t-il. » (AFP Afrique, 18 juin 2001.)

Après la mise en place le 18 juin d'un « contrôle physique » des militaires centrafricains, de nombreux militaires, surtout les Yakomas n'ont pas regagné leur régiment par peur de représailles (200 à 300 militaires toutes ethnies confondues sur un total de 3 000).

Le 29 juin, la peur persiste et la population redoute des exactions de soldats ou des représailles contre les Yakomas. Le couvre-feu est maintenu et des patrouilles militaires se déplacent de jour comme de nuit :

« Encore aujourd'hui, beaucoup de Banguissois se cachent dans les environs de la ville et refusent de regagner leur quartier ou leur domicile.

Ce phénomène concerne en particulier les membres de l'ethnie yakoma [...]

[...] "Les gens ont peur" a admis l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, l'ancien président malien Amadou Tournani Touré arrivé le 12 juin dans la capitale centrafricaine pour atténuer les tensions. » (AFP Afrique, 2 juillet 2001.)

Le 2 juillet :

« Les évêques de la République centrafricaine (RCA) ont déploré lundi la tentative de coup d'Etat du 28 mai ainsi que "l'insécurité", le "clanisme exacerbé" et la "culture de la mort exploitée à outrance" dans le pays. Afrique contemporaine N° 200 4° trimestre 2001

Dossier sécurité et conflits

39

Afrique contemporaine N° 200 4° trimestre 2001

Le coup d'Etat de mai 2001 au Centrafrique

Ce message fait clairement allusion aux exactions commises contre des membres de l'ethnie yakoma [...]. » (AFP Afrique, 3 juillet 2001.)

Le drame des réfugiés

C'est le drame des réfugiés centrafricains qui a été le plus ignoré dans les médias. Dès la tentative de putsch, les populations de Bangui fuient devant le danger représenté par la chasse aux insurgés, le pilonnage intensif des quartiers et le ratissage, maison par maison, par les FACA. On a particulièrement oublié le sort des malheureux abandonnés sur les routes, sans abri, ni argent, ni nourriture. Le retour de ces réfugiés s'est ensuite effectué très lentement, avec des arrêts dus aux craintes inspirées par les règlements de compte contre les Yakoma. Au 15 juillet, de nombreuses personnes n'osaient pas retourner dans la capitale, craignant que leur maison n'ait été détruite ou pillée.

Afrique contemporaine N° 200 4° trimestre 2001

> Le coup d'Etat de mai 2001 au Centrafrique

> > 40

Le 28 mai, quand les insurgés se rassemblent dans le sud de Bangui et que l'armée poursuit les mutins, la population commence à fuir vers des quartiers plus calmes au nord de la ville ou plus loin vers le sud-ouest :

" Des centaines d'habitants, en majorité des femmes et des enfants, ont commencé à fuir cette zone [sud de la capitale] pour quitter la capitale en direction de Mbaiki (sud-ouest) ou pour rejoindre des quartiers plus calmes, selon divers témoignages. " (AFP Afrique, 29 mai 2001.)

Le 29 mai, la fuite de la population s'intensifie avec le quadrillage par

l'armée : « Des groupes d'hommes, de femmes et d'enfants, portant des baluchons sur la tête, quittaient en masse les quartiers de Bacongo, Sango, Yapélé, Sapéké, M'béré et Pétévo.

Ils empruntaient des ruelles pour rejoindre d'autres quartiers, évitant les grandes avenues de la capitale quadrillées par l'armée, alors que plusieurs milliers de personnes chargées de bagages ont fui la ville par le sud, ont rapporté des témoins à l'AFP. « (AFP Afrique, 30 mai 2001.)

Du 1^{er} au 7 juin, avec le lancement d'une vaste offensive contre les mutins et leurs positions (camp Kasaï et quartiers sud-est), la population fuit les lieux de combat.

Le 1er juin :

" Devant la violence des combats et des opérations de "nettoyage", plusieurs centaines de Banguissois se sont enfuis en direction de l'Oubangui, trouvant refuge chez les religieuses ou tentant de s'abriter dans la résidence de l'ambassadeur de France située à proximité. " (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 2 juin :

« Les sœurs de la mission Saint-Paul, située en bordure du fleuve Oubangui, ont pu décrire la panique qui s'est emparée des civils quand les obus de mortiers se sont abattus dans la zone de Ouango.

"Nous nous sommes cachés sous des armoires et des tables. Les femmes et les enfants [...] crient et pleurent", ont raconté par téléphone les religieuses, soulignant la "gravité" de la cituation

[...] Des centaines de Banguissois, qui tenteraient de gagner les forêts situées au sud de la capitale, ont été aperçus sur la route de Mbaïki (100 km au sud-ouest de Bangui) ou sur les rives centrafricaines de l'Oubangui.

Certains civils, privés de vivres et d'argent, souffrent déjà "d'inanition" à force de marcher sans boire ni manger, tandis que d'autres se nourrissent de fruits sauvages pour survivre, selon ces mêmes témoins. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

"Dans la préfecture de Lobaye, "la pression démographique est devenue trop forte, car on trouve trois déplacés pour un seul autochtone", a souligné M. Tarchi [représentant de l'organisation italienne COOPI], estimant qu'il se posait "un problème d'abris". » (AFP Afrique, 11 juin 2001.)

Le 6 juln, une première estimation des personnes qui auraient fui est établie : 50 000 femmes, enfants, vicillards pour la majorité. Le 8 juln, les chiffres se montent à près de 80 000 réfugiés, qui comprendraient 50 000 à 65 000 individus vers le sud, 10 000 vers les quartiers nord de la ville, 15 000 vers le sud-est. « Ces estimations ont ensuite été confirmées par la présidence centrafricaine, selon la radio [Radio N'Déké Luka]. » (AFP Afrique, 11 juin 2001.)

Le 8 juin :

" Les représentants de la communauté internationale et des organismes humanitaires se concertaient vendredi à Bangui sur les moyens de venir en aide à la population civile durement touchée par les combats [...] a-t-on appris de source diplomatique.

"Il y a des personnes qui ont tout perdu, dont la situation nécessite une assistance alimentaire et sanitaire", a reconnu un diplomate français avant cette réunion destinée, selon lui, à "analyser la situation et recenser les besoins pour leur venir en aide". » (AFP Afrique, 11 juin 2001.)

Le 11 juin, des réfugiés commencent à revenir à Bangui, dix jours après leur fuite :

- « Un flot ininterrompu de familles s'étirait en direction de l'entrée de Bangui par la route de M'Baïki (90 km au sud) sous un soleil ardent.
- [...] Cinq jours après l'arrêt des combats, des milliers d'habitants ont regagné lundi Bangui, la capitale centrafricaine qui a repris goût à la vie rouvrant ses banques et son marché central, fermés depuis deux semaines.
- [...] Sur le large fleuve Oubangui, frontière naturelle du Centrafrique avec la République démocratique du Congo, les pirogues ont repris leur lente navigation. » (AFP Afrique, 12 juin 2001.)

Le 15 iuin :

y Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), qui devait acheminer ce vendredi 40 tonnes de secours vers Bangui, une partie de ces déplacés rentrent à Bangui, " mais beaucoup d'autres sont trop terrorisés pour le faire".

"En plein milieu de la saison des pluies, ces personnes ont besoin d'aide et sont difficiles à atteindre. En grande majorité, elles se cachent dans les forêts durant la journée et reviennent de nuit dans des camps de fortune, notamment à Bimo à 30 km de Bangui, et à Pissa, à 60 km", a déclaré la porte-parole de l'UNICEF, Wivina Belmonte.

"Ces gens n'ont pas d'eau potable, pas de tentes, pas de soins, ils vivent souvent à la périphérie des villages, s'abritant avec des branches. Les femmes accouchent sans aucune aide", a-t-elle dit ». (AFP Afrique, 18 juin 2001.)

Le 16 juin, l'aide humanitaire se met en place lentement pour les réfugiés, mais plusieurs quartiers du sud-est et du sud-ouest se vident à nouveau :

- "Environ 50 000 personnes, en majorité des femmes et des enfants, sont revenus depuis l'arrêt des combats le 6 juin, le plus souvent sans argent", a indiqué samedi à l'AFP le représentant au Centrafrique de l'ONG italienne COOPI, la plus active sur le terrain.
- [...] "entre 20 000 et 25 000 personnes sont toujours réfugiées en brousse jusqu'à 60 km au sud-ouest de Bangui, et 12 000 disséminées à l'est, le long de l'Oubangui, dont 3 000 à 4 000 à Zongo", une localité de la République démocratique du Congo (RDC) voisine.
- [...] Un autre phénomène alerte les personnels humanitaires : le mouvement de retour des déplacés a presque cessé vendredi.

"Il y a même des gens qui quittent à nouveau la ville en raison des règlements de comptes et exactions qui s'y déroulent ou de rumeurs prêtant aux putschistes l'intention de contre-attaquer", explique un volontaire. » (AFP Afrique, 18 juin 2001.)

Afrique contemporai N° 200 4° trimestre 20

Dossier sécurit et conflits



(% 200 2001 Confid Elat do rial 2001 cu Centratique 🚁 ::- Le 29 juin :

"Le HCR a dépêché une équipe à Zongo, de l'autre côté du fleuve Oubangui dans la province de l'Equateur au nord de la RDC, pour coordonner l'aide d'urgence aux réfugiés centrafricains", a dit M. Redmond [porte-parole du HCR].

En cutre, le HCR porte assistance à quelque 600 réfugiés centrafricains en République du Congo, dans les villes de Betou et Impfondo, le long du fleuve Oubangui. Des centaines de réfugiés continuent d'arriver chaque jour dans cette région, rapporte le HCR. » (AFP Afrique, 2 juillet 2001.)

Le 12 juillet, les populations des quartiers sud de Bangui reviennent progressivement, mais une grande partie des fugitifs reste encore en dehors de la capitale :

« Plus de 10 000 personnes, qui avaient fui les combats consécutifs au coup d'Etat manqué du 28, regagnent progressivement leur domicile dans les quartiers sud de Bangui, a-t-on appris jeudi de sources humanitaires [...]

Les observateurs constatent aussi, quotidiennement, le retour à Bangui de personnes qui avaient fui vers le nord de la ville.

Quelque 40 000 personnes déplacées se trouvent toujours réfugiées en brousse, dont 15 000 à Zongo. » (AFP Afrique, 13 juillet 2001.)

Les messages du gouvernement ont tenté, en vain, de rassurer la population. Dès le 28 mai, le porte-parole du chef de l'Etat, Prosper Ndouba, indique : « Tout est maintenant rentré dans l'ordre. » Le 1^{er} juin, le président Patassé condamne les exactions commises à l'encontre de civils par les FACA lors de la recherche des rebelles. Le 4 juin, le gouvernement prend plusieurs mesures pour « garantir la sécurité des biens et des personnes » et « faciliter le retour à une libre circulation sur toute l'étendue de la capitale ». Le 6 juin, le ministre de l'Intérieur lance un message à la population de la capitale peur lui affirmer que sa sécurité est désormais garantie, condamne les exactions et demande le retour de ceux qui ont fui. Le 20 juin, des mesures sont prises par le ministre de la Défense et le chef d'état-major pour assurer la sécurité. Le 4 juillet, le Premier ministre appelle ses compatriotes en fuite à rentrer chez eux, mais les soldats loyalistes continuent à avoir un comportement hostile.

Pendant la dizaine de jours qu'a duré le couvre-feu à Bangui, les populations qui n'ont pas fui ont dû rester enfermées chez elles et subir le manque de mourriture.

Le nombre de morts et de blessés

Pendant les dix jours de guerre civile intense, on ne dispose pas de données statistiques sur les morts et les blessés, victimes des pilonnages de l'armée et des règlements de compte ethniques ou personnels. Il reste toujours impossible de connaître le nombre exact des civils et militaires décédés ainsi que celui des blessés. En effet, les cadavres dans les rues sont brûlés sur place dès l'allégement du couvre-feu et la reprise de la circulation; ceux qui sont dans les maisons détruites ne seront retrouvés que plus tard. Dans les hôpitaux débordés, les blessés ne constituent qu'une petite partie de ceux qui ont été touchés lors des pilonnages, beaucoup d'autres se sont réfugiés chez eux ou chez des proches ou amis.

Le 28 mai, le nombre de morts estimé est faible mais, dès le 29 mai, on prévoit un chiffre plus important :

« Le bilan officiel des combats, qui faisait état de "sept morts parmi la garde présidentielle" et de "beaucoup de morts parmi les assaillants", pourrait désormais "être beaucoup plus élevé", a indiqué la présidence dans la matinée.

Toutefois, les véhicules de la Croix-Rouge n'avaient pu encore s'aventurer mardi [29 mai] en

ville pour ramasser les cadavres signalés en plusieurs points de la capitale, rendant difficile toute estimation du nombre de victimes. » (AFP Afrique, 30 mai 2001.)

Le 1er Juin :

" Des sources religieuses à Bangui avaient fait état dans l'après-midi de "plusieurs morts et de nombreux blessés" parmi les populations civiles au cours des opérations de ratissage des FACA dans les quartiers sud-est de la capitale. " (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 2 luin:

« On ignorait samedi en fin d'après-midi le nombre de victimes qu'aurait fait la poursuite des opérations de ratissage dans la capitale, mais celui-ci pourrait être "très élevé", selon des observateurs. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 6 Juin :

« Selon un premier bilan établi sur la base de recoupements de témoignages, entre 250 et 300 personnes auraient trouvé la mort depuis le début des affrontements entre mutins et forces loyalistes, mais les chiffres définitifs pourraient être beaucoup plus élevés. » (AFP Afrique, 7 juin 2001.)

Et plus tard :

« Selon des sources officieuses, le bilan avancé mercredi de 250 à 300 morts sur la base de recoupements "pourrait être largement dépassé" dix jours après la tentative de putsch manqué contre le président Ange-Félix Patassé. » (AFP Afrique, 8 juin 2001.)

Le 7 juin, on trouve de nombreux cadavres dans les rues où la circulation a repris. Des blessés vont dans les hôpitaux pour se faire soigner :

« A l'hôpital communautaire, le personnel médical, débordé, demande aux parents de ceux dont l'état est le moins grave, de les ramener chez eux.

Les autres, notamment ceux atteints par des éclats d'obus et de roquettes, sont soignés sur place dans des conditions d'hygiène précaire. » (AFP Afrique, 8 juin 2001.)

Le 9 Juin:

"Le gouvernement de Martin Ziguélé [...] a par ailleurs revu à la hausse le nombre de victimes donné dans la matinée par les autorités sanitaires de Bangui, en faisant état d'un bilan de "59 décès, dont 25 militaires et 34 civils et 87 blessés". " (AFP Afrique, 11 juin 2001.)

Le 29 Juin, les autorités présentent une nouvelle estimation des morts et des blessés :

" Les multiples déclarations des autorités centrafricaines et du chef de l'Etat Ange-Félix Patassé, qui ont promis de garantir la sécurité de tous les citoyens, n'ont pas pu effacer le souvenir des dix jours de combats. Ceux-ci ont fait 59 morts et 87 blessés, selon un bilan officiel, et plus de 200 morts, selon divers recoupements. » (AFP Afrique, 2 juillet 2001.)

Afrique contemporaine N° 200 4º trimestre 2001

Dossier sécurité et conflits

43

Les destructions et les pillages dans les quartiers de Bangui

A la suite des pilonnages intensifs et du ratissage maison par maison, les quartiers où se sont réfugiés les mutins ont subi de graves dommages :

« De nombreux édifices publics et maisons d'habitation ont été totalement ou partiellement détruits par les tirs lors de la tentative de coup d'Etat.

Outre la résidence du chef de l'Etat, visée par les mutins, le quartier résidentiel des "14 villas" porte les stigmates des tirs d'obus entendus dans la nuit du 27 au 27 mai.

Les combats qui ont suivi aux alentours du camp Kassaï, puis dans les quartiers sud-est et sud-ouest, ont occasionné également d'importants dégâts qui n'ont pas épargné la nonciature apostolique à l'entrée des quartiers sud.

Dans le sud-rouest de la capitale, de nombreuses maisons, supposées abriter les mutins lors des opérations de ratissage par les forces armées, ont été partiellement ou entièrement rasées, a-t-on constaté. » (AFP Afrique, 8 juin 2001.)

Dès le début de la guerre civile, les maisons abandonnées sont pillées ainsi que des habitations des proches d'André Kolingba, dont le député du RDC, Théophile Touba. Ce sont les troupes du MLC qui en seraient essentiellement responsables. Ce pillage se poursuit dans les quartiers sud-est (le 5 juin). Le 11 juin, les maisons déjà pillées sont pillées à nouveau, sans doute par les Banguissois eux-mêmes. «Les hommes de M. Bemba ont cependant été accusés par ces mêmes témoins [personnes interrogées par l'AFP] de profiter de la confusion régnant actuellement à Bangui pour piller les maisons abandonnées par de nombreux habitants en fuite.

Dans le sud-est de la capitale, qui a été repris dès samedi [2 juin] par les FAC, ces pillages visaient principalement les habitations des proches de M. Kolingba, dont le député du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC de M. Kolingba) Théophile Touba. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

« [...] des soldats du Front de libération du Congo (FLC) de M. Bemba, venus en voisins prêter main-forte aux FACA, ont continué à piller les quartiers sud-est de Bangui, a indiqué dans la matinée [5 juin] un témoin sous couvert de l'anonymat.

"C'est une véritable mise à sac. Ils démontent même les toits et les briques des maisons", at-il précisé, faisant état de pillages dans les quartiers Ngaragba et Ouango, situés en bordure du fleuve Oubangui.

Selon ce témoignage, les pillards seraient de très jeunes soldats du FLC qui traversent ensuite le fleuve en pirogue pour ramener leur butin en République démocratique du Congo (RDC). » (AFP Afrique, 6 juin 2001.)

« Sur un autre marché de la capitale, des blocs de béton, des tiges métalliques, venant peutêtre d'une des villas ravagées de l'ex-général André Kolingba, l'homme du coup d'Etat aujourd'hui en fuite, sont en vente.

L'une d'elles, à l'extrême est de la ville, près du camp Kasaï, offre un spectacle de désolation : toitures et fenêtres arrachées, pièces nues, photos de familles et documents jonchant le parc. Des habitants du quartier, qui se sont réfugiés dans les collines voisines "quand les gens de Bemba sont arrivés", terminent le travail et récupèrent ce qu'ils peuvent. "Ils ont tout pillé, les télévisions, les radios, les draps", raconte un jeune homme comme pour se dédouaner. " (AFP "Afrique, 12 juin 2001.)

« Selon les rares habitants restés au quartier [Mbossoro] pendant les troubles, il n'y a pas eu de mort et les Forces armées centrafricaines (FACA) ne se sont guère livrées au pillage pendant leurs opérations de ratissage.

A en croire les riverains du fleuve Oubangui, les rebelles congolais de Jean-Pierre Bemba ont au contraire systématiquement pillé le quartier Ouango (est) et tout emporté à leur départ, organisant des convois de pirogues vers l'ex-Zaïre, sur la rive opposée.

On parle d'un "marché du pillage" à Zongo, la commune de RDC située face à Bangui. Mais un piroguièr assure que les rebelles acceptent de restituer les biens emportés "si tu présentes la facture d'achat". Un Banguissois aurait ainsi récupéré sa moto. [...] » (AFP Afrique, 13 juin 2001.)

La crise centrafricaine dans le contexte international

Les événements de mai-juin au Centrafrique ont été suivis attentivement au niveau des gouvernements étrangers, des organisations régionales et internationales. Cependant, il n'y a pas eu d'intervention militaire des puissances occidentales, dont la France.

Quelques pays africains, comme le Togo et le Tchad, ainsi que l'OUA ont fermement condamné la tentative de putsch dirigée contre le président centrafricain Ange-Félix Patassé. Seuls la Libye et les rebelles de J.-P. Bemba ont effectivement envoyé des troupes pour réprimer les mutins (voir supra).

D'autres voix se sont élevées pour demander le dépôt des armes et la réconciliation, le corps diplomatique accrédité en RCA le 5 juin, le pape Jean-Paul II le 6 juin, ainsi que la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH) le 15 juin.

Les Nations unies et l'Union européenne sont également intervenues, mais l'AFP n'a pas mentionné de mesures concrètes pour aider véritablement le pays à se relever.

Le rôle joué par la France dans la crise

La France qui conserve des liens étroits avec ses anciennes colonies africaines ne pouvait pas se désintéresser de ce qui se passait au Centrafrique.

Dès le 28 mai, le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valéro, déclare que « la tentative de coup d'Etat [...] est suivie avec une "attention particulière" par la France. ».

Le 29 mai, il ajoute :

« "Vivement préoccupée par les événements, la France condamne le recours à la violence contre un gouvernement élu et appelle au retour au calme" [...].

"Nous continuons à apporter une attention soutenue à l'évolution de la situation et restons en contact étroit avec la communauté française qui n'a pas été affectée par les incidents" [...] ". (AFP Afrique, 30 mai 2001.)

Contrairement à ce qui s'était passé lors des événements de 1996 et 1997, la France n'est pas intervenue militairement dans le pays. Elle a simplement :

" [...] "appelé instamment" jeudi [31 mai] les militaires à l'origine de la tentative du coup d'Etat au Centrafrique à renoncer à leurs visées » [...].

En outre :

« [...] Paris "souhaite vivement que le respect des droits de l'homme, l'esprit de dialogue et de réconciliation soient privilégiés par tous, conformément aux acquis du Pacte de réconciliation nationale obtenu en 1998" [...]. » (AFP Afrique, 1^{ex} juin 2001.)

La politique française place ensuite la RCA dans le cadre plus large de l'Afrique et de la communauté internationale :

« La France invite enfin "les pays voisins, africains et la communauté internationale" à user de leur influence pour que prévale la voie de la paix. » (AFP Afrique, 1^{er} juin 2001).

Cependant, tout en ne négligeant pas des contacts avec les protagonistes centrafricains, la France ne va pas jusqu'à entreprendre une véritable médiation :

« On ne peut pas qualifier le rôle de l'ambassadeur de France à Bangui de médiateur », a indiqué Laurence Auer, porte-parole adjointe du ministère. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le Premier ministre, Lionel Jospin, lors de sa conférence de presse à la fin de sa visite officielle en Afrique du Sud le 1^{er} juin affirme :

« Nous prodiguons des conseils de dialogue pour essayer de régler cette crise. »

Il ne manque pas de se préoccuper du sort des Français sur place :

« Le Premier ministre a aussi assuré que les "autorités françaises" étaient "très attentives à la sécurité de la communauté française, qui ne semble pas mise en cause pour le moment". » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Afrique contemporalne N° 200 4° trimestre 2001

Dossier sécurité et conflits

45

Le coup d'Etat de mai 2001 au Centrafrique

4º trimestre 2001

Afrique

44

--



Afrique Contemporalne N° 200 Cuinestre 2001

ce mai 2001 3) Cantrafrique Le 4 juin, Hubert Védrine résume l'attitude française :

Le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, commentant la situation au Centrafrique, a déclaré lundi à l'AFP à Nouakchott que la France estime "que le temps de l'ingérence en Afrique est révolu". (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Faisant référence aux interventions de forces libyennes et de rebelles congolais, mais sans s'en inquiéter outre mesure, il ajoute :

[...] "Nous souhaitons vivement que le principe de la non-ingérence que nous appliquons soit appliqué aussi par tous", a-t-il souligné. » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Avec la reprise du contrôle de la situation par les forces gouvernementales centrafricaines, Charles Josselin, ministre français délégué à la Coopération confirme, le 7 juin, la position française :

« S'agissant des "contacts" que Paris a eus avec les belligérants pendant la mutinerie, M. Josselin a précisé que la France avait appelé "à la retenue, comme des chefs d'Etat africains (...) pour éviter un dérapage dans la guerre ethnique".

Le ministre français s'est enfin félicité que la communauté française de Bangui n'ait "pas eu à souffrir de la situation" provoquée par la tentative de coup. » (AFP Afrique, 8 juin 2001.)

Le 8 juin, la porte-parole adjoint du ministère français des Affaires étrangères se réjouit de la prochaine réouverture de la liaison aérienne Paris-Bangui (le 12 juin) ainsi que de l'amélioration de la situation dans la capitale :

« Nos compatriotes vivant à Bangui peuvent à nouveau sortir pour s'approvisionner. » (AFP Afrique, 11 juin 2001.)

Le 15 juin, la France s'implique dans l'aide humanitaire nécessitée par la situation économique et humaine désastreuse provoquée par la tentative de putsch en accordant 3 millions de francs (450 000 euros) pour aider les 50 000 déplacés centra-fricains à rentrer chez eux.

Parallèlement, le ministère replace ses actions dans le cadre international et européen :

"« "La France ne manquera pas de manifester à cette occasion [rapport de A.T. Touré, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU auprès du Conseil de sécurité] son appui aux propositions que recommanderaient une action du Conseil, à travers notamment le renforcement du Bureau d'observation des Nations unles en RCA (BONUCA), la désignation d'un représentant spécial du secrétaire général et la désignation par Kofi Annan d'une commission d'enquête internationale sur le président (de RCA) si Ange-Félix Patassé le demande", a précisé M. Valéro.

Paris interviendra également "auprès des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) afin qu'elles renforcent leur soutien dans le cadre des recommandations qui avaient été formulées lors de la mise en place du BONUCA".

Enfin, la France "entend mobiliser la commission et ses partenaires européens en vue de formuler une assistance adaptée à la situation. Dans ce contexte, la priorité devrait être accordée à l'aide à la reconstruction", a-t-il indiqué. » (AFP Afrique, 18 juin 2001.)

Les relations entre la France et la RCA se tendent après le 4 juin avec la découverte d'armes et de munitions chez A. Kolingba. Le président Patassé accuse la France d'avoir livré des armes à son prédécesseur.

Le 20 juin :

" Un journaliste de l'AFP, guidé par des officiers centrafricains, a ainsi pu dénombrer 75 caisses saisies chez M. Kolingba et 19 caisses chez le capitaine Galloty, l'un des coauteurs du putsch avorté, déjà acteur des mutineries de 1996-1997. " (AFP Afrique, 21 juin 2001.)

Si le président Patassé demande le **8 juin** « un constat international » pour connaître l'origine de ces armes, l'affaire ne semble pas avoir de suite car :

« Certains observateurs estiment toutefois qu'elles pourraient provenir du pillage du camp Kassaï pendant la seconde mutinerie de 1996, ou avoir été détournées des dons de la coopération française à la RCA par M. Kolingba, avant la fin de son mandat en 1993.

Depuis 1994, la coopération française ne livre en effet plus d'armes au Centrafrique, limitant ses dons à des véhicules, du matériel de transmission et des treillis. » (AFP Afrique, 21 juin 2001.)

Cette nouvelle politique de la France affiche la volonté de Paris de ne plus s'impliquer auprès des Centrafricains comme elle l'avait fait dans le passé. De son côté, la RCA qui n'avait jamais été militairement livrée à elle-même a ressenti un certain sentiment inavoué d'abandon envers l'ancienne puissance coloniale.

Le rôle des Nations unies

Dès le 28 mai :

« Le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a condamné lundi la tentative de coup d'Etat au Centrafrique et appelé les Centrafricains à "respecter les institutions démocratiques", a indiqué le porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard. » (AFP Afrique, 29 mai 2001.)

Le 5 juin, Koffi Annan décide :

- « [...] de dépêcher un ancien président du Mali, le général Amadou Tournani Touré comme son envoyé spécial au Centrafrique pour apaiser les tensions après le putsch manqué du 28 mai [...].
- [...] Les entretiens de l'émissaire de l'ONU viseront à "mettre fin aux combats" entre forces loyalistes et les rebelles, "et restaurer un dialogue politique pacifique" dans ce pays, a indiqué M. Eckhard. » (AFP Afrique, 6 juin 2001.)

Le 12 juin, A.T. Touré arrive à Bangui pour un séjour d'une dizaine de jours en RCA. Il y rencontre le président Patassé ainsi que des personnalités politiques et civiles.

Le 29 juin :

« L'ancien président malien Amadou Tournani Touré [...] a appelé samedi à Bangui la communauté africaine et internationale à aider financièrement au plus vite la RCA, théâtre d'affrontements après une tentative de putsch le 28 mai.

Le général Tournani Touré a en particulier évoqué le problème des arriérés de salaire des fonctionnaires qui empoisonne depuis des années la vie politique et sociale du pays, estimant que la RCA ne peut à "elle seule y trouver une solution".

[...] "Il faut que le gouvernement lutte contre la délinquance financière et la corruption", a-t-il néanmoins souligné.

Il a par ailleurs attribué "une lourde responsabilité" à la classe politique centrafricaine pour les difficultés que connaît le pays depuis plusieurs décennies.

"J'ai constaté que la plupart des problèmes sont interpersonnels", a-t-il ajouté, fustigeant au passage "toutes les réconciliations faites de retrouvailles et d'embrassades qui ont manqué de sincérité". » (AFP Afrique, 2 juillet 2001.)

Le 5 juillet, il appelle les pays donateurs à tenir leurs promesses en aidant la RCA à se relever après la tentative de putsch :

« Les Nations unies ont joué un rôle actif après de précédentes mutineries en 1996 et 1997, en déployant une opération de maintien de la paix, puis en février 2000 un Bureau d'observation des Nations unies en République centrafricaine (BONUCA) pour appuyer les efforts de réconciliation nationale.

En revanche, M. Touré a estimé que, "sur le plan matériel et financier, la communauté internationale a fait beaucoup de promesses, mais elle ne les a pas tenues".

Il a relevé que celle-ci n'avait pas donné suite à la demande d'établissement d'un fonds spécial prévu par une résolution du Conseil de sécurité de novembre 1997.

Afrique contemporair N° 200 4° trimestre 200

Dossier sécurité et conflits

L'émissaire de l'ONU a aussi critiqué les organisations financières internationales qui posent de sévères conditions à l'octroi d'une aide.

"On ne peut s'enfermer dans un cercle infernal qui dit que sans conditionnalité il n'y a pas d'argent. On doit pouvoir traiter les pays africains, surtout ceux sortant de crises, au cas par cas", a-t-il déclaré. » (AFP Afrique, 6 juillet 2001.)

La position de l'Union européenne

Le 1er juin, l'Union européenne condamne la tentative avortée de coup d'Etat :

« "L'Union européenne condamne la tentative de coup d'Etat perpétrée en République centrafricaine et regrette profondément les pertes de vies humaines qu'elle a entraînées", a déclaré la présidence suédoise le l'UE dans un communiqué.

L'UE réaffirme qu'il est "inadmissible de recourir à la force pour atteindre des objectifs politiques ou économiques" et demande en outre à toutes les parties en présence en République centrafricaine de "faire preuve de modération, de respecter l'ordre constitutionnel et de résoudre les problèmes par le dialoque dans le cadre des principes démocratiques". » (AFP Afrique, 5 juin 2001.)

Le 14 juin :

Afrique

N° 200

48

contemporaine

4º trimestre 2001

Le coup d'Etat

au Centrafrique

de mai 2001

« Le Parlement européen a appelé jeudi à l'instauration d'un "dialogue politique pacifique" en République centrafricaine et plaidé pour le développement de l'aide européenne à ce pays.

[...] Les parlementaires ont demandé à ce que les auteurs d'exactions diverses, pillages et violations des droits de l'homme "soient identifiés et traduits aussitôt en justice" et se sont inquiétés de "l'immixtion de forces militaires étrangères" en République centrafricaine.

La résolution demande aussi à la Commission européenne de "renforcer" son aide humanitaire et réclamé que l'Union européenne "apporte une aide substantielle" pour permettre au pays de sortir de la "crise actuelle". » (AFP Afrique, 15 juin 2001.)

Conclusion

Cette tentative de coup d'Etat n'a duré que quelques heures pendant la nuit du 27 au 28 mai 2001. Elle a eu cependant des prolongements désastreux, tant par les actions "militaires menées contre les mutins dans les quartiers de Bangui, que par la chasse aux Yakoma, le drame des nombreux réfugiés, les destructions, etc.

 Comme l'a souligné Amadou Toumani Touré, les raisons en sont essentiellement les réconciliations de façade et une situation économique qui se détériore en République centrafricaine comme dans de nombreux autres pays africains.

Ce qui est grave dans cette affaire, c'est que l'opinion internationale se désintéresse de l'Afrique comme le montre le peu d'écho dans la presse du monde entier. Les dépêches de l'AFP ne sont cependant pas avares de détails, comme on a essayé de le montrer ici.

Brève chronologie des événements

27-28 mai 2001. - Pendant la nuit, attaque 8 juin. - Allégement du couvre-feu. de la résidence du président Ange Patassé par une centaine d'insurgés au sein des Forces armées centrafricaines (FACA) et prise du siège de la radio nationale. Instauration du couvre-feu dans le pays.

28 mai. - Poursuite des mutins par les FACA: tirs à l'arme lourde, ratissage de Bangui. Les populations commencent à quitter les quartiers sud de la ville. Koffi Annan, secrétaire général de l'ONU, condamne le coup d'Etat.

29 mai. - La France, le Togo, le Tchad et l'OUA condamnent la tentative de putsch.

30 mai. - Le président Patassé accuse le général André Kolingba d'être l'auteur du coup d'Etat et le rétrograde au rang de soldat de 2e classe. Des soldats libvens atterrissent à l'aéroport de Banqui.

31 mai. - Arrivée à Banqui de troupes du rebelle congolais Jean-Pierre Bemba venus soutenir le président Patassé.

1er juin. - Echec du projet de négociations entre le pouvoir et les rebelles. A. Kolingba fait l'objet de sept chefs d'accusation. Condamnation de la tentative de coup d'Etat par l'Union européenne.

2 juin. - Intensification de la fuite des populations vers l'Oubangui.

4 Juin. - La tête d'André Kolingba est mise à prix. Découverte à son domicile d'une importante quantité d'armes et de munitions.

7 juin. - Fin des pilonnages des quartiers sud et reprise du contrôle de la capitale par les FACA.

9 juin. - Création d'une « commission mixte d'enquête judiciaire », placée sous l'autorité du ministère de la Justice, pour faire la lumière sur la tentative de putsch.

11 juin. - Début du retour des réfugiés après plus de dix jours de fuite. Réouverture des banques et du marché central.

12 juin. - Arrivée à Bangui d'Amadou Toumani Touré, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, Koffi Annan,

13 luin. - La radio nationale « Radio Centrafrique » reprend ses émissions après seize jours d'interruption.

16 juin. - L'aide humanitaire en faveur des réfugiés se met en place.

17 juin. - Instauration d'un « contrôle physique » des militaires centrafricains.

18 juin. - Réouverture d'établissements scolaires et de bureaux administratifs.

20 juin. - Suspension des activités du parti d'opposition d'André Kolingba. le Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), pendant trois mois et lancement d'une procédure de dissolution.

30 juin. - La tête d'André Kolingba n'est plus mise à prix.

3 Juillet. - Création d'une commission d'enquête parlementaire « chargée de faire la lumière » sur la tentative de putsch.

Afrique contemporaine N° 200 4º trimestre 2001

Dossier sécurité et conflits